



Déclaration de l'UNSA éducation au CTSD du 5 septembre 2012

L'UNSA éducation considère que la rentrée scolaire 2012 sera difficile malgré les nouvelles orientations politiques et les décisions d'urgence qui sont à nos yeux positives.

Difficile car cette rentrée est la dernière préparée par le ministère Chatel. Elle a donc, comme les quatre précédentes, été pensée dans une logique implacable de restrictions budgétaires et de casse du Service public avec cette année, une dizaine de milliers d'emplois supprimés. Cette suppression massive de postes qui s'ajoute à toutes celles de ces dernières années ont nettement dégradé les conditions de travail des enseignants et les conditions d'apprentissage des élèves.

Nous notons que le nouveau gouvernement, avec la création en urgence de 1000 postes dans les écoles et de 280 dans le second degré, a voulu montrer immédiatement sa différence. Les 10 emplois attribués au département pour les écoles ne suffiront évidemment pas à palier les nécessaires besoins et les suppressions effectuées. Cependant, ces créations nous semblent davantage marquer un changement de cap, et pas seulement sur le plan comptable car le ton et la méthode ont changé.

L'École de la République n'est plus présentée comme un fardeau coûteux mais comme un nécessaire investissement de la Nation. Les personnels ne sont plus renvoyés au rang de simples exécutants, corvéables, mais appréciés comme des professionnels reconnus. La concertation n'est plus une simple formalité vide de sens, mais un élément d'élaboration collective des évolutions.

Ce passage de la tension permanente à la sérénité était devenu indispensable après des années de maltraitance qui avaient engendré exaspération et repli sur soi. Les chantiers sont vastes et urgents. Il nous faut réhabiliter la pédagogie, reconstruire la formation, redessiner les missions des professeurs, retravailler les programmes et revitaliser le socle commun, reformater les rythmes scolaires, revitaliser le métier d'enseignant.

Pour l'UNSA-Education le socle commun est un enjeu majeur de la refondation. Les conservateurs, attachés à l'ordre ancien, sont déjà en embuscade. Ils nous disent que tous les élèves doivent pouvoir accéder à la culture, au savoir, que la réussite est leur credo, mais fixent si haut la barre de leurs exigences que seule une élite réduite et souvent socialement dorée peut la franchir. Cet ordre ancien est à nos yeux obsolète.

A l'issue de la scolarité obligatoire, chacun doit avoir acquis le bagage nécessaire à son insertion professionnelle et sociale ou à une poursuite d'études. Et l'important est bien ce mot « acquis ». En clair, l'important ce n'est pas tant l'ambition de ce qui est enseigné que la réalité de ce que les élèves apprennent.

La crise est profonde et le chantier de la refondation lancé en juin doit impérativement mettre sur les rails l'École du XXI^e siècle. L'Unsa éducation mettra donc toute son énergie pour que ce projet permette enfin la réussite et l'insertion sociale et professionnelle de chaque jeune.

Par ailleurs, nous tenons à évoquer la problématique des missions d'accompagnement des élèves handicapés et de l'aide administrative dans notre département lors de cette rentrée.

Avec l'autorisation de l'inspection, des pré-recrutements d'EVS ont été effectués en juillet dans de nombreuses écoles puis annulés juste avant la rentrée. Ce revirement de situation est source d'incompréhension et de tension pour les enseignants, les parents des jeunes handicapés et les personnes pré-recrutées. Cette situation est très préoccupante et ne peut perdurer longtemps, il y a urgence.

Nous nous interrogeons aussi sur le devenir de l'aide administrative qui se trouve affaiblie voire supprimée dans de nombreuses écoles. Cela déstabilise leur organisation pédagogique et administrative.